

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel N°8

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2532 - Prix : 1 €

• *Fillon aime les riches*
• *Fillon à La Réunion prône la division*

Page 3

Les promesses de Hamon : dans le droit fil de Hollande

Page 4

Débrayage à SFR contre les suppressions de postes

Page 9

Les Mahorais au régime sec

Page 10

Etats-Unis : Wall Street choyé par Trump

Page 11

Avec Nathalie Arthaud

• **Affirmer les exigences du monde du travail**
• **Se préparer à les imposer par la lutte**



Fillon, Le Pen, Macron, Hamon... dans la course pour servir les riches

Il faudrait être bien naïf pour être convaincu par les excuses de Fillon. Il se prétend le champion de la probité et des sacrifices à imposer aux classes populaires. Pour Fillon, les ouvriers devraient travailler plus pour des salaires moindres afin que les profits augmentent. 500 000 emplois publics devraient être détruits et la TVA augmentée pour qu'on supprime l'impôt sur la fortune et qu'on abaisse les cotisations des entreprises. L'affaire des emplois de sa famille relève de la même arrogance : comme tout bourgeois, il estime que tout lui est dû, y compris un complément de revenu à un million d'euros d'argent public, c'est-à-dire ce qu'un ouvrier gagne à peine en une vie. Pour ces gens-là, il est normal, pour qu'ils puissent se payer un manoir et des montres de luxe, que les travailleurs s'usent à la tâche 48 heures par semaine et jusqu'à 65 ans !

En plus des emplois de sa famille au Parlement, Fillon avait également fait rémunérer son épouse par une revue appartenant à Ladreit de Lacharrière. Pourquoi ce milliardaire a-t-il versé 100 000 euros pour un travail inexistant ? Parce que, derrière sa morgue, Fillon n'est qu'un larbin des capitalistes, disposés à lui verser quelques piécettes en échange de services.

Les autres candidats battent la campagne. Après s'être enthousiasmés pour Fillon, les milieux d'affaires s'entichent de Macron. Celui-ci brasse surtout des formules creuses. Mais son passé d'ex-banquier parle pour lui. Au gouvernement, Macron a généralisé le travail du dimanche et a été un des artisans de la loi travail. Aujourd'hui, il veut alléger l'ISF en supprimant la part qui taxe la propriété d'entreprises, autrement dit l'essentiel ! Les riches applaudissent.

Les ministres et dirigeants du PS sont partagés : de Macron ou de



Hamon, quel cheval est le mieux placé pour leur permettre de retrouver un siège de député, voire une place de ministre ? Voilà leur grand dilemme ! Hamon, qu'ils fustigeaient il y a deux semaines, retrouve des vertus depuis qu'il monte dans les sondages. Après tout, sa promesse de revenu universel est inoffensive pour le grand patronat, puisque Hamon ne parle jamais de prendre sur les revenus et les fortunes de la grande bourgeoisie. Et il permet au PS de s'exonérer à bon compte du bilan désastreux de Hollande et Valls. Le temps d'une campagne, le PS va retrouver un discours de gauche, après avoir gouverné à droite pendant cinq ans !

Le Pen a présenté son programme qui repose, sans surprise, sur la démagogie contre les immigrés. Comme son idole Donald Trump, qui multiplie les mesures révoltantes à l'encontre des Mexicains et des citoyens de pays musulmans du Moyen-Orient, elle veut diviser les travailleurs.

Le Pen est une bourgeoise, comme Trump. Celui-ci s'est entouré de milliardaires pour gouverner. Il multiplie les mesures en leur faveur, comme la suppression des quelques règles imposées aux banques après la crise des subprimes. Wall Street ne s'y trompe pas et en a fait sa coqueluche. Pour rassurer les capitalistes bien français qui ferment les usines, licencient et exploitent leurs salariés, Le Pen leur donne de nouveaux gages. Elle a ainsi promis ce week-end de pérenniser le CICE et a ôté de ses promesses la hausse des

salaires de 200 euros. Elle veut supprimer le compte pénibilité, insupportable pour le patronat. Avec une telle candidate contre le « système », celui-ci a de beaux jours devant lui !

Il faut pourtant que les travailleurs fassent entendre leur opposition au système qu'aucun des principaux candidats, pas même Mélenchon, ne dénonce : le capitalisme. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud : faire entendre les exigences du monde du travail.

Pour mettre fin au chômage de masse, il faut interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emploi ; il faut répartir le travail entre tous sans perte de salaire.

Pour vivre dignement et enrayer la baisse du niveau de vie, il faut augmenter les salaires et les pensions d'au moins 300 euros. Pas un salarié ne doit gagner moins de 1800 euros net.

Contre l'accaparement des richesses par une petite minorité, contre les malversations, il faut imposer le contrôle des salariés sur les entreprises.

Voilà ce que défend Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs. À la différence des autres candidats, elle ne dit pas : « votez pour moi et je ferai ceci et cela ». Elle dit : « votez pour moi, afin de dire ce que sont les exigences du monde du travail et de nous préparer à les imposer par nos luttes ».

Fillon aime les riches

Lors des discours qu'il a tenu à La Réunion devant les militants de droite, Fillon a tenu à rappeler qu'il maintiendrait les exonérations sociales pour les patrons et la défiscalisation encore pendant 10 ans. Même pas sûr d'être élu à la prochaine présidentielle, Fillon s' imagine-t-il être reconduit à celle de 2022 ? Quelle modestie !

S'il y a un domaine dans lequel on peut croire Fillon sur parole, c'est bien dans celui des aides au patronat. Des milliers de travailleurs peuvent constater sur leurs fiches de paie que leurs patrons sont exonérés, chaque mois, de plusieurs centaines d'euros de cotisations sociales grâce aux « lois Fillon ».

Pour autant, les salariés concernés ont-ils vu leurs salaires augmentés, leurs conditions de travail améliorées, leurs emplois précaires transformés en CDI ? Que nenni ! Bien au contraire, les bas salaires sont devenus la règle ainsi que la précarité.

Quant à la loi de défiscalisation, elle n'a bénéficié qu'aux riches possédants, aux compagnies immobilières et à leurs actionnaires, alors que des dizaines de milliers de Réunionnais des classes populaires peinent toujours à se loger dans de bonnes conditions et à prix abordables.

Les discours de Fillon ne s'adressent qu'aux riches.

Les pères la morale

Fillon, le candidat de la droite, est empêtré dans une affaire d'emplois fictifs de ses proches, biens rémunérés qui plus est. Fillon qui déclarait « Je ne m'excuse pas d'avoir des valeurs » a dû

malgré tout s'excuser devant ceux qui l'ont élu.

Lors de son passage à La Réunion, il était en bonne compagnie : Nassimah Dindar, la présidente du Conseil départemental accusée d'avoir couvert, au Foyer de Terre Rouge, des recrutements qui s'apparentaient fortement à des remerciements électoraux, Michel Fontaine, le maire LR de Saint-Pierre, mouillé dans l'affaire des marchés informatiques truqués de la Civis.

Pris la main dans le sac, ils continuent à parader. Ils savent qu'ils ne risquent pas grand-chose tant la justice sait se montrer magnanime pour ceux qui défendent les fondements du système capitaliste !

Fillon à La Réunion prône la division

Fillon est venu chercher l'absolution auprès des électeurs de droite de La Réunion.

Sans craindre le ridicule, il est allé faire la genuflexion devant le curé de Saint Gilles qui lui a fait un sermon en des termes fort à propos, tirés il va de soi, de l'Evangile : « *Accorde-toi vite avec ton adversaire pour éviter que ton adversaire ne te livre au juge et qu'on ne te jette en prison. Amen je te le dis, tu ne t'en sortiras pas avant d'avoir payé jusqu'au dernier sou* ».

Mais il faut croire que l'eau bénite n'a pas chassé le diable qui se cache dans l'esprit de Fillon. Concernant les immigrés, il a déclaré que les enfants nés de parents en situation irrégulière à Mayotte et en Guyane ne pourront plus obtenir la nationalité française à leur majorité. Fillon sait-il au moins vers quelle misère, quelles guerres il veut

renvoyer ces enfants qui veulent se réfugier dans ces deux plus pauvres départements français pour espérer trouver un travail ou simplement se faire soigner ?

Non, il ne le sait pas. Car il vit dans un autre monde, le monde bourgeois dans lequel il se complait et qu'il veut protéger.

Candidats : les patrons ont l'embaras du choix

Jusqu'à fin janvier, de tous les candidats, le préféré des patrons était Fillon. Un programme enthousiasmant, disait Gattaz. Qui s'inquiétait néanmoins que la suppression brutale de 500 000 postes dans la fonction publique puisse mettre le feu aux poudres.

Mais voilà, Fillon, l'homme prétendument intègre qui, après mai 2017, devait faire accepter de nouveaux reculs et de nouveaux sacrifices aux travailleurs, est devenu celui par lequel le scandale arrive. Ça, au Medef, on n'aime pas trop. « *Depuis dix jours, nous nous sommes fait confisquer notre débat sur l'économie et l'entreprise en France, remplacé par un débat sur les valeurs morales* », a déclaré à des journalistes Jean-Baptiste Danet, un patron auteur du livre *Business is beautiful*.

Les grands patrons savent que les autres « grands » candidats serviront aussi leurs intérêts. C'est vrai de Macron bien sûr, l'ancien banquier de chez Rothschild et autre candidat affiché de la baisse des charges et de la flexibilité. Mais on a aussi vu Henri de Castries, à la conférence annuelle de la Coface, prendre la défense du revenu universel proposé par Benoît Hamon. Un système où l'État, avec l'argent des impôts, prendrait en charge une partie des salaires, voilà une idée tout à fait séduisante pour les capitalistes.

Les grands bourgeois ne sont pas si court de prétendants pour appliquer une politique qui leur soit favorable, une fois au pouvoir.

Et il faudrait que les travailleurs choisissent parmi ces politiciens celui qui va les matraquer demain ?



Fillon : faux-jeton à ce point-là, c'est de la franchise

Lors de sa conférence de presse du lundi 6 février, Fillon a parlé aux siens et répondu à leurs doutes. Oui, les révélations du *Canard enchaîné* sont exactes : la petite entreprise familiale Fillon est bien spécialisée dans l'accaparement de fonds publics.

Fillon a même ajouté qu'il touchait des fonds privés, par l'intermédiaire d'une société de conseil dont il est le seul salarié et le seul actionnaire. Mais, d'après lui, tout serait parfaitement légal. Donc il reste candidat et, enfonçant le clou, il assène que la droite n'a pas de candidat de remplacement.

Pendant sa campagne des primaires, Fillon avait joué au moraliste, comptable des deniers publics. Rattrapé par ses affaires qui, légales ou non, laissent apparaître une avidité peu commune, le candidat change de registre. Il assume avoir permis à son épouse et à ses enfants d'engranger un million d'euros d'argent public, sans avoir à faire autre chose que de porter son nom. Il assume d'avoir monté une affaire pour rentabiliser son carnet d'adresses. Il assume le fait que son épouse soit payée 5 000 euros par mois à ne rien faire, alors qu'il est le champion de la

baisse des salaires réels pour le commun des mortels.

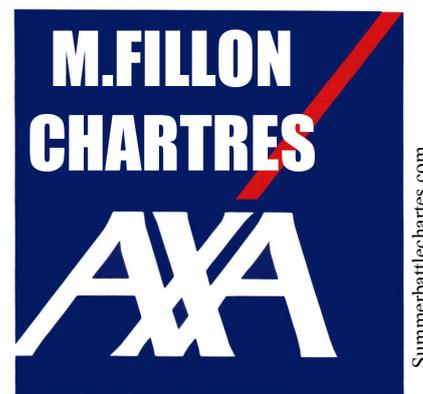
Ne pouvant plus les cacher, Fillon a avoué qu'il est un millionnaire, vivant de l'argent public et exigeant des travailleurs toujours plus de sacrifices. Que Fillon soit finalement élu ou pas, cette saga aura eu le mérite de donner à voir la pourriture du monde des politiciens au service du capital, les mensonges qu'ils sont capables de proférer sans frémir, le mépris qu'ils montrent pour ceux qui doivent effectivement travailler pour vivre.

AXA paye bien...certains conseils

L'Argus de l'Assurance a confirmé ce que toute la presse a publié : la société 2F Conseil créée par Fillon en juin 2012 a donné la liste de ses clients très peu nombreux. « François Fillon-2F Conseil » a ainsi travaillé pour AXA sur une « mission de conseil »

qui s'est étalée de mi-2012 à mi-2014 portant sur la réglementation européenne Solvabilité 2.

De bons conseils sans doute, puisque Fillon a reçu, à ce titre, d'AXA une rémunération de près de 200 000 euros !



Les promesses de Hamon : dans le droit fil de Hollande



Face à Manuel Valls, il n'était pas difficile pour Benoît Hamon d'apparaître comme le candidat capable d'insuffler un air nouveau à un Parti socialiste déconsidéré aux yeux des travailleurs.

Mais, outre que Hamon a critiqué tardivement et du bout des lèvres la politique menée par le PS, les éléments de programme qu'il a présentés montrent que les travailleurs n'auront rien à gagner à son élection. Il est vrai qu'il a promis d'abroger la loi travail, « *sauf lorsque les accords [par entreprise] apportent une protection supplémentaire aux salariés* ». Mais qui décidera si tel est vraiment le cas ?

La seule promesse immédiate qui soit chiffrée est la revalorisation du RSA d'environ 10 % en 2018, pour atteindre 600 euros mensuels – mais qui peut vivre avec une telle somme ? Tout le reste est flou. Il parle certes d'augmenter le smic ainsi que le point d'indice de la fonction publique, mais il ne dit pas de combien. Même un candidat réactionnaire peut s'engager sur ce genre de promesse qui dure le

temps d'une élection. Hollande ne s'était-il pas présenté comme « l'ennemi de la finance », alors qu'il fut toujours son serviteur !

Nombre des promesses de Hamon se rapportent à des sujets de société : imposer le non-cumul des mandats (mais pas tout de suite), accorder le droit de vote aux étrangers (une promesse du PS répétée depuis 40 ans), protéger l'environnement, lutter contre les discriminations, etc. Elles ont toutes un air de déjà-entendu, sans jamais avoir été concrétisées.

Hamon a d'ores et déjà annoncé que, pour rassembler autour de lui, il est prêt à bien des changements dans son maigre programme. Voilà qui promet des désillusions pour ceux qui veulent de nouveau croire au sauveur sorti des urnes.

Revenu universel : un “ futur (in)désirable ” ?

Sur le site de campagne de Hamon, on peut lire : « Pour la première étape, dès 2018, le RSA sera augmenté de 10 % à hauteur de 600 euros et versé automatiquement à tous les ayants droit ». Puis, « une grande conférence citoyenne sera lancée » et « ce revenu sera ensuite étendu à l'ensemble de la population. À terme, il atteindra la somme de 750 euros. »

De toute façon, Hamon ne propose aux classes populaires qu'une allocation, pas un travail et un salaire. En outre, il envisage seulement de faire financer cette mesure par les

travailleurs eux-mêmes, et non par les patrons. Son programme parle aussi d'« articulation [du revenu universel] avec les autres allocations sociales ». Une telle articulation peut rimer avec fusion pour ce qui est des minimas sociaux, des aides au logement et des prestations familiales. Une personne seule vivant en Île-de-France et qui touche le RSA ainsi que l'aide personnalisée au logement pourrait alors être perdante, puisqu'elle peut aujourd'hui obtenir un peu plus de 800 euros par mois.

S'il voyait le jour, ce revenu universel consisterait en quelque sorte à mutualiser les ressources de la classe ouvrière. Les riches continueraient à être riches. Les patrons des grandes entreprises continueraient à encaisser les profits réalisés sur le dos des travailleurs et à licencier pour les maintenir. Un tel revenu pourrait même être une arme dans les mains patronales pour baisser les salaires : leur faiblesse tant désirée par les patrons pouvant être compensée par le revenu universel.

CICE : Hamon ne le remet pas en cause

Benoît Hamon n'est pas avare de critiques envers le CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, la mesure phare du gouvernement Ayrault qui était censée faire redémarrer l'économie et ainsi créer des emplois.

Si les quelque 45 milliards d'euros versés depuis sa création ont bien été empochés par les entreprises, on ne voit pas où sont les emplois promis. Tout au plus, affirment les défenseurs de ce système, 100 000 à 150 000

emplois auraient été sauvegardés. C'est d'autant plus facile à dire que ce chiffre est incontrôlable.

Mais si Hamon s'en prend au CICE et à son inefficacité en matière de création d'emplois, il ne parle pas de supprimer ce cadeau fait aux patrons dans l'avenir, ni de leur faire rembourser ce qu'ils ont touché. Dans son programme, il se contente de dire que ce crédit d'impôt doit être « conditionné à la réalisation d'objectifs de création de postes, de progrès

écologiques, et d'une réduction du temps de travail ». Mais qu'est-ce que cela veut dire, alors que rien n'est chiffré, ni les embauches ni la réduction du temps de travail.

Les patrons n'ont donc pas trop de souci à se faire, même dans le cas fort hypothétique où Hamon serait élu en mai prochain, ils pourraient continuer à percevoir les aides de l'État, sans même s'engager réellement sur des contreparties.

Le travail manque ? Embauche dans les services publics

Hamon prétend qu'il n'y aurait pas assez de travail pour tous. C'est une mauvaise blague. Avant de dire que le travail manque, qu'on commence donc par embaucher partout où le besoin s'en fait cruellement sentir : dans les

hôpitaux, l'enseignement, les maisons de retraite, les transports, à La Poste, dans la construction de logements à loyers abordables pour les salariés, dans la construction et l'entretien des routes...

Et si cela ne suffit pas, il faut répartir le travail existant entre tous. Personne ne restera ainsi sur le bord du chemin et ne se sentira exclu du monde du travail.

Le PCF et Hamon : “ Ré-enchanter ” une politique sans perspective

« La victoire de Benoît Hamon » à la primaire du PS et de ses alliés « rebat les cartes de la campagne », titrait l'Humanité. Rebattre les cartes, mais pour quoi faire ?

Avec la victoire de Hamon, la direction du PCF espère retrouver quelques marges de manœuvre vis-à-vis de Mélenchon. Elle peut tenter de négocier avec le PS pour les législatives et, s'appuyant sur ces négociations, faire pression sur

Mélenchon qui considère le PCF comme un paillason.

Le 24 janvier sur France Inter, Pierre Laurent déclarait que Mélenchon « est le mieux placé pour qualifier un candidat de gauche au second tour » et paraissait critiquer Hamon en disant qu'il « faut s'occuper des salaires ». Dès la victoire de Hamon, l'Humanité changeait de ton, écrivant que « la défaite de Valls ouvre (...) de nouvelles chances de débat,

voire de rassemblement à gauche » et « la victoire de Benoît Hamon s'est sans doute tout autant bâtie sur le rejet gouvernemental (...) que sur une attente d'un ré-enchantement à gauche qui n'est pas venu depuis 2012. »

Espérer négocier quelques sièges dans la future Assemblée, avec Hamon, avec Mélenchon, ou avec les deux, vaut bien, pour la direction du PCF, de semer de nouvelles illusions sur ces politiciens de la bourgeoisie.

Macron : ça rime avec patron

massypcf.wordpress.com



Dans un de ses tracts de campagne, Macron propose de supprimer les cotisations payées par les salariés. Il dit qu'il veut augmenter le pouvoir d'achat

de cette façon. L'augmentation en question serait de 250 euros par an pour un smicard – net ou brut il ne le dit même pas – soit 21 euros par mois. Cette somme donne une idée de ce qu'il juge nécessaire aux travailleurs.

Mais Macron a surtout la volonté de ne pas écorner les marges des patrons quand il propose de « *supprimer 10 points de cotisations patronales au niveau du smic* » et ainsi « *l'écart entre le coût pour l'entreprise*

et le salaire net de l'employé se réduira de 195 euros par mois ». Or, d'après une étude commandée par Le Figaro en janvier 2016, le montant des cotisations sociales réellement payées par le patron pour un salarié au smic, compte tenu des allègements, est de 194,60 euros. Le patron ne paiera donc plus du tout de cotisations pour un smicard.

Voilà pour la fibre sociale d'un candidat comme Macron !

Mélenchon : son ennemi c'est la finance... encore un mensonge !

Au chapitre consacré à l'économie de *L'Avenir en commun* où il présente son programme, Jean-Luc Mélenchon affirme vouloir « *mettre au pas la finance* ». Voilà qui rappelle le « *Mon ennemi, c'est la finance* » de Hollande en 2012, avant un quinquennat entièrement consacré à satisfaire les ordres du patronat.

Mélenchon, qui se veut en rupture avec ce désastre économique, fait donc une série de propositions : séparer les banques d'affaires et de détail, contrôler les mouvements de capitaux,

instaurer une taxe réelle sur les transactions financières, moduler l'impôt sur les sociétés selon l'usage des bénéfices pour encourager l'investissement en France...

Le ton est radical mais le flou est total : qu'est-ce qu'une taxe « réelle » ? Qui contrôlera les mouvements de capitaux ? Et proposer au patronat le donnant-donnant, avantages contre investissement, au nom de la défense de l'économie, qu'est-ce d'autre que continuer sur la lancée de tous les gouvernements ? Pour tourner la loi à

son avantage, Renault a bien créé une filiale fantôme pour toucher un maximum du crédit impôt-recherche. Alors en quoi les propositions de Mélenchon, qui surtout n'entend pas toucher à la propriété privée des capitalistes, changeront quoi que ce soit ?

Ce système, Mélenchon n'en dénonce que les abus et prétend l'améliorer. Il veut faire croire qu'il suffit de voter pour lui et qu'il fera le reste. Hollande n'avait pas dit autre chose en 2012.

Le Pen : un programme pro patronal

Le plus significatif dans le programme qu'elle a annoncé le 5 février est qu'elle abandonne déjà sa proposition d'une augmentation de 200 euros pour les petits salaires, qui est remplacée par une prime de 80 euros par mois pour les bas revenus et les petites retraites. Une prime qui n'augmentera en rien le pouvoir d'achat car elle sera financée par une taxe sur les importations et entraînera donc une augmentation des prix. De même elle promet des baisses de tarifs de gaz et d'électricité, la diminution de l'impôt sur le revenu et le retour de la retraite à 60 ans. Mais comme elle ne compte pas faire payer les riches et les entreprises, on peut être certain que ces mesures ne verront jamais le jour.

Par contre, Le Pen conserve toutes les mesures anti-immigrés les plus

abjectes. Elle veut inscrire dans la Constitution la « *priorité nationale* » applicable notamment en matière d'embauche, taxer l'emploi des salariés étrangers, supprimer les remboursements de soins des travailleurs immigrés, etc. Toutes ces mesures visent à diviser les travailleurs en s'en prenant à la fraction immigrée de la classe ouvrière qui sert de bouc émissaire pour détourner contre elle la colère des autres travailleurs et protéger le grand patronat, le seul et vrai responsable du chômage et des bas salaires.

Pour le patronat, son programme fourmille de promesses de cadeaux : suppression du compte pénibilité et des cotisations patronales pour une première embauche d'un jeune sur une période de deux ans, baisse de 33 % à

15 % des impôts sur le bénéfice des petites entreprises, maintien du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), etc. Et les mesures protectionnistes que Le Pen préconise seraient surtout des moyens de protéger les parts de marché des entreprises des capitalistes français.

Enfin, après avoir beaucoup parlé dans le passé de sortir la France de l'euro, Le Pen a visiblement décidé de mettre ce sujet en veilleuse, le grand patronat étant aujourd'hui particulièrement hostile à cette mesure. Il pourra ainsi être pleinement rassuré.

Le Pen dénonce « *la gauche du fric et la droite du fric* ». C'est bien normal quand on représente... l'extrême droite du fric.

Lactalis : des méthodes d'Ancien Régime

Lactalis, n°1 mondial du lait, a envoyé le 13 janvier à cinq de ses fournisseurs une lettre recommandée leur signifiant la fin de leur contrat au 31 janvier 2018. Les cinq avaient témoigné dans un reportage d'Envoyé Spécial intitulé « Lactalis : le beurre et l'argent du beurre », diffusé le 13 octobre dernier sur France 2.

Le reportage montrait comment ils sont étranglés par les prix imposés par le géant du lait. En mettant fin à leur contrat, Lactalis aggrave délibérément

leur détresse financière avec l'objectif évident de faire baisser la tête à tous ceux qui protestent. Comme le dit l'un d'entre eux, « *Ils veulent nous montrer qu'on est revenus au temps des gueux au service du seigneur.* »

Le propriétaire de Lactalis, Emmanuel Besnier, 13e fortune française, veut faire taire ceux qui dénoncent sa dictature économique mais aussi ceux qui révèlent ses 315 millions d'euros de bénéfice net annuel. Fin octobre déjà, il avait porté

plainte contre France 2 au motif que les journalistes avaient filmé sa luxueuse propriété. La justice avait alors condamné la chaîne à verser 5 000 euros au milliardaire Besnier et avait interdit la rediffusion du reportage.

Le 24 janvier, France 2 a finalement gagné en appel le droit de rediffusion. Il n'empêche que cette affaire est révélatrice des méthodes des rois du capitalisme.

À la CGT : "assises de l'industrie" ou défense des travailleurs ?

Le 22 février, la CGT va organiser des assises nationales « pour l'avenir de l'industrie », assorties d'une journée de mobilisation prévue pour le 21 mars. « *La France a besoin d'une industrie forte et moderne* », explique la confédération de métropole, qui met en avant ses propositions pour une « *reconquête de l'industrie au service du développement humain durable* ».

Au moment où les patrons multiplient les attaques, s'appuyant sur les lois que le gouvernement socialiste a eu l'obligeance de faire passer pour eux, la direction de la CGT place le syndicat avec ses « assises pour l'avenir de l'industrie » sur un autre terrain que le terrain de classe et de la riposte indispensable à l'offensive patronale.

Bien sûr, si la confédération mettait en avant des objectifs clairs pour organiser la contre-offensive, cela ne suffirait pas pour qu'elle ait lieu. Mais cela permettrait au moins d'en donner la perspective et de ne pas désorienter un peu plus les militants, les travailleurs combattifs. Car les intérêts des travailleurs ne se confondent pas avec ceux de l'industrie française, au nom de laquelle les patrons leur assènent des sales coups et empochent les profits.

Ce genre de diversion n'est pas une nouveauté à la CGT, qui cherche périodiquement à montrer un visage « constructif ». La CGT fait mine de croire que les propositions qu'elle adresse aux gouvernants et au patronat seraient à même de changer le sort des

travailleurs, à condition de faire passer au second plan la logique des financiers. Comme si le patronat et les gouvernements successifs ne démontreraient pas quotidiennement qu'ils se moquent des conseils des bureaucraties syndicales.

Un véritable plan viserait à satisfaire vraiment les besoins des travailleurs et de la société toute entière, c'est-à-dire à produire en fonction des besoins, à répartir le travail entre tous, à augmenter les salaires, à répondre aux exigences vitales du monde du travail. Mais il ne pourra être imposé par des discussions : il nécessitera la mobilisation des travailleurs pour imposer leur droit à une existence digne.

Un vote de classe

Lorsque les travailleurs commencèrent à participer aux élections, vers les années 1880 pour la métropole, la sagesse voulait que l'on vote ouvrier et le plus rouge possible. La participation aux élections était alors considérée comme un moyen de propagande, une façon de réunir les travailleurs autour du programme socialiste, d'affirmer son camp.

C'est le PS dans les années 20 puis le PCF en 1935 qui répandirent l'idée que le vote pourrait protéger les travailleurs et qu'un bon gouvernement ferait les réformes utiles aux ouvriers. La lutte de classe fut ainsi remplacée par la prétendue lutte électorale.

Pourtant, depuis 1935 comme avant, la classe ouvrière n'a obtenu que ce qu'elle a pu arracher par la lutte de classe, faisant reculer les gouvernements, tous au service du capital, qu'en descendant dans la rue par millions.

Malgré tout, aujourd'hui, des travailleurs cherchent toujours la meilleure façon d'utiliser leur bulletin pour se protéger des coups qui leur sont promis. Ils le font par manque de confiance dans les capacités de lutte de la classe ouvrière.

Et si certains peuvent concéder que Nathalie Arthaud a raison, ils ajoutent que, recueillant trop peu de voix, elle

ne sera pas entendue, elle ne pèsera pas.

Mais si, justement ! Les voix qui se porteront sur Nathalie Arthaud seront entendues, et tout d'abord par ceux-là mêmes qui auront voté pour elle, par les travailleurs conscients qui se seront ainsi comptés.

Ces voix pèseront, indiquant aux autres travailleurs, ceux qui ont encore des illusions, qu'existe un courant qui met sa confiance dans la classe ouvrière. Ces voix, quel qu'en soit le nombre, seront le signe que l'étincelle qui peut mettre le feu à la plaine est toujours là. Et ce sera bien la seule façon de faire quelque chose d'utile dans ces élections.

Famille Fillon : pour eux, c'est au minimum 5 000 euros

Après les révélations du *Canard enchaîné* sur les présumés emplois fictifs de sa femme Penelope, Fillon joue les innocents outragés. S'il jure que la justice va laver son honneur, il s'indigne que l'on ose lui demander des comptes pour les 830 000 euros versés en huit ans à son « *plus précieux soutien* » pour un emploi d'assistante parlementaire.

Fillon réussira peut-être à convaincre des juges complaisants que celle qui disait « *ne pas s'impliquer dans la vie politique de [s]on mari* » a vraiment travaillé. Ce serait un petit boulot à 5 000 euros par mois ! Les fins de mois semblent si difficiles chez les Fillon qu'un ami de la famille,

éditeur d'une chic et vieille revue littéraire, lui a donné un autre petit job à 5 000 euros par mois pour rédiger deux fiches de lecture en deux ans.

Mais tout cela n'était que de l'argent de poche. Selon le magazine *People with money*, Fillon serait l'un des plus riches responsables politiques français. Il ajoute à ses 5 357 euros net de traitement de député les revenus de son entreprise de conseil, des rémunérations pour des conférences et autres droits d'auteur, pour un total qu'il dissimule soigneusement.

Et ce sont ces gens-là qui trouvent scandaleux d'exiger le smic à 1 800 euros !

Un travail, un salaire pour tous !

Un récent rapport de l'Unedic illustre le développement de la précarité dans le monde du travail : les CDD de moins d'un mois sont passés de 1,6 million début 2000 à près de 3,9 millions en 2016. Les CDD courts représenteraient aujourd'hui une embauche sur sept. Et, dans de très nombreux cas, il s'agit de réembauches, c'est-à-dire que l'employeur impose une succession de contrats très courts au lieu d'embaucher.

CDD, intérim, contrats de mission : le patronat voudrait que le CDI devienne l'exception. Il veut rendre tous les travailleurs précaires et accroître ainsi la pression sur les salariés, en utilisant la menace du non-renouvellement de contrat. Le

gouvernement socialiste, qui avait annoncé une surtaxation des CDD courts, a reculé devant l'opposition du Medef.

Mais tous les travailleurs, qu'ils soient en CDD, en intérim, en CDI ou au chômage, ont un loyer et des charges à payer tous les mois, des enfants à nourrir tous les jours. Tous ont besoin d'un salaire garanti à la fin du mois, sans le couperet des contrats courts ou de la fin de mission.

Les contrats courts et précaires sont un outil du patronat pour accroître l'exploitation et, partout, leurs profits. Les intérêts des travailleurs sont contraires : prendre sur les bénéfices des entreprises et les profits accumulés, pour garantir à tous un emploi et un salaire durables.

Secteur public : une aumône n'est pas une augmentation

Essayant de sauver le peu de popularité qu'il lui reste, le gouvernement a augmenté le point d'indice, qui sert de base aux rémunérations des agents publics, de 0,6 % au 1er février.

Après une hausse équivalente et tout aussi ridicule l'été dernier, c'est le deuxième volet d'une tentative pour faire oublier que les salaires de ces cinq

millions de travailleurs ont été gelés pendant six ans.

Si, au lieu d'être bloqués aussi longtemps par la droite puis par la gauche, les salaires avaient suivi l'inflation, une aide-soignante travaillant à l'hôpital public gagnerait 200 euros de plus qu'actuellement.

Dans le public comme dans le privé, pas un salaire ne devrait être inférieur à 1800 euros net.

Fil Rouge

Le Pen aussi

Fillon a bien des soucis avec l'emploi d'attachée parlementaire de sa femme, apparemment autant fictif que très bien rémunéré. Au même moment, le Front national se voit réclamer 340 000 euros par le Parlement européen pour des emplois, eux aussi bidons, d'attachés parlementaires.

La coïncidence de telles affaires n'a rien de fortuit. Même si Marine Le Pen et le Front national adorent dénoncer le « système », ils en font partie et en profitent, comme les Fillon et autres politiciens de la bourgeoisie.

Petits arrangements entre amis

Mi-janvier, le gouvernement français a gelé les comptes de deux Tchadiens et d'un Congolais, opposants aux régimes en place dans leur pays et vivant en France depuis des années. Les dictateurs du Tchad et du Congo, Idriss Déby et Denis Sassou-Nguesso, sont des protégés de la France, qui n'a pas hésité à utiliser les lois antiterroristes pour leur rendre ce petit service.

Les premiers à mériter le qualificatif de terroriste seraient pourtant Déby et Sassou-Nguesso eux-mêmes, qui font régner la terreur dans leur pays depuis des dizaines d'années. Mais, même sur le départ, Hollande sait récompenser ses amis

De misérables politiciens

Une étude de l'INSEE faite en 2013 a fait ressortir qu'il y avait à La Réunion 40 % des gens vivant en-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1000 € par mois, et qu'en moyenne ils ne disposaient pour vivre que de 670 €.

Parmi ces pauvres, une fois leur loyer payé, 6300 personnes ne disposent que de 150 € par mois pour répondre à leurs besoins (nourriture, entretien du logement, soins, etc.), soit 5 € par jour.

Qui sont ces gens laissés dans le dénuement le plus complet : des personnes handicapées, des chômeurs en fin de droit, des retraités... Les Sarkozy et les Hollande les ont superbement ignorés, tout accaparés qu'ils étaient à choyer leurs amis de la « bonne société », en l'occurrence la bourgeoisie.

Contrôle ouvrier sur la production et les comptes des bourgeois !

Lorsqu'un patron licencie sous prétexte de difficultés financières ou qu'un groupe ferme une usine prétendument pas rentable, il faudrait les croire sur parole. Le patronat oppose aux travailleurs qui demandent des comptes le secret industriel, commercial, bancaire qui, selon eux, leur serait indispensable à cause de la concurrence. Mais cette concurrence sert d'abord à tromper les travailleurs, à cacher les mauvais coups, les

fermetures d'usines, les plans de licenciements que les patrons préparent.

Il est donc vital d'imposer la levée de ces secrets. Il faudrait pour cela toute une organisation pour surveiller ce qui est produit et dans quelles conditions. Les ouvriers, techniciens, ingénieurs, qui sont au cœur de la production, les employés qui mettent en forme et transmettent les décisions des dirigeants, ceux qui participent à la

comptabilité, pourraient mettre en commun les informations dont chacun dispose et vérifier combien leur travail rapporte à l'entreprise et ce que devient cet argent. Combien en salaires ? Combien en profits ? Combien est réinvesti et combien est jeté dans la spéculation ? Ce contrôle rendrait intenable les mensonges de la bourgeoisie et mettrait à nu la gabegie de l'économie capitaliste.

DANS LES ENTREPRISES

Débrayage à SFR contre les suppressions de postes



SFR, un des principaux opérateurs de téléphonie, s'apprête à supprimer un tiers de ses emplois (5000 sur 14 200 au niveau national ! 80 à la Réunion – un quart de l'effectif - et 20 à Mayotte). Mais pour maquiller ces milliers de licenciements, la direction du groupe a

déclaré qu'elle aurait recours à des « départs volontaires ».

Suite à cela, tous les syndicats de l'entreprise se sont réunis et ont dénoncé cette énième saignée dans les effectifs. Ils ont appelé les salariés du groupe à débrayer le 9 février pendant

deux heures contre ce projet néfaste, mais aussi pour obtenir des augmentations de salaires et une amélioration de leurs conditions de travail. En effet, non contente de réduire les effectifs, la direction prétend en plus imposer le gel des salaires à ses salariés... qui ont réagi en réclamant une augmentation de 2.5% !

Cet arrêt de travail a été largement suivi.

Pour les travailleurs et leurs syndicats, ce plan n'est pas justifié. En effet, la masse salariale de SFR ne représenterait que 8% des charges et le groupe appartenant au capitaliste Patrick Drahi, «Altice», réalise chaque année 80 millions d'euros de bénéfices.

Le délégué de la CGTR a rappelé que la direction avait déjà diminué les effectifs de l'entreprise, augmenté la proportion des intérimaires et des CDD et ne remplace pas les arrêts maladie. Tout cela fait que les travailleurs de SFR sont surbookés. Accepter de nouvelles suppressions d'emplois aggraverait encore leurs conditions de travail déjà déplorables.

Suite à leur débrayage, les travailleurs de SFR ont menacé de se mettre en grève ; pour de bon si la direction ne « revoit pas sa copie ». Ils ont raison ! Seule une grève majoritairement suivie par l'ensemble des salariés du groupe permettra de faire reculer leur direction et l'obligera à prendre sur ses profits pour maintenir l'emploi et augmenter les salaires !

Fin de la grève à l'Ehpad de Roquefeuil

Après neuf jours de grève les travailleurs de la résidence privé Ehpad de Roquefeuil à Saint-Gilles ont mis un terme à leur mouvement mais pas aux négociations qui se poursuivent.

Les salariés de cet établissement d'hébergement de personnes âgées avaient cessé le travail le 31 janvier avec, entre autres pour revendications une augmentation de salaire de 400 euros, un 13^{ème} mois, un juste calcul de l'ancienneté, le paiement du travail effectif de nuit, le remplacement des

absents, le libre choix de leur complémentaire santé, etc.

Le PDG Pierre Chenard avait non seulement laissé les choses trainer en longueur, refusant d'entamer les pourparlers avec les grévistes, mais il avait même posé comme préalable que ceux-ci viennent sans leur défenseur syndical extérieur à l'entreprise.

La direction qui a osé parler de « confiance mutuelle » et « d'intérêts communs » entre la direction et le personnel n'a pas amadoué les salariés

qui ne croyaient plus « aux monts et merveilles » promis par leur direction. Ils estiment qu'il faut « partager les richesses maintenant » car il devient de plus en plus difficile pour eux de joindre les deux bouts alors que tout augmente sauf leurs salaires qui sont parmi les plus bas du secteur.

Les salariés n'ont pas cédé au chantage de leur direction et ont tenu bon. Ils espèrent obtenir gain de cause.

Edf : Carlos passe, le réseau trépasse !

Lors du passage de la dépression Carlos aux abords de La Réunion, une ligne haute tension 63 Kv s'est effondrée entre l'usine de Bois-Rouge et le poste de Moufia. De ce fait, des milliers d'usagers ont été privés d'électricité pendant plusieurs heures.

Les vents n'étant pourtant pas bien violents, cet incident n'a donc rien à

voir avec la météo. La raison de cette coupure est à chercher dans l'absence d'entretien des connecteurs qui se sont corrodés au fil du temps. Les techniciens avaient signalé à plusieurs reprises la dégradation de ces appareils, mais la direction n'en a pas tenu compte. Économies obligent !

Économies sur le matériel, économies sur le personnel

(suppression de 5 à 7000 emplois annoncés au niveau national), voilà où mène la politique de la direction d'EDF et du gouvernement qui privilégient les intérêts des capitalistes (Areva, les entreprises privées d'électricité) plutôt que ceux des travailleurs d'EDF et des petits usagers.

DANS LE MONDE

Les Mahorais au régime sec

Depuis le 16 décembre, huit communes situées dans le sud de Mayotte, regroupant 70 000 habitants, sont privées d'eau deux jours sur trois. La rentrée scolaire a dû être repoussée, les écoles ne pouvant plus assurer les conditions minima d'hygiène pour accueillir les enfants.

Si en cette période les pluies font défaut alors qu'elles devraient être abondantes, l'aléa climatique était pourtant prévisible. Mais ni l'État, ni la préfecture, ni les communes n'ont pris les décisions adéquates pour en atténuer les conséquences. La Fédération mahoraise des associations environnementales rappelait qu'elle avait alerté les autorités à ce sujet dès 2009 et demandé que deux autres retenues collinaires soient construites pour pallier le manque d'eau en cas de sécheresse. Elle avait aussi exigé d'elles qu'une campagne contre la



déforestation sauvage et les mauvaises habitudes de consommation excessive d'eau soit menée, que la compagnie fermière, la SMAE, une filiale de Vinci, répare le réseau de canalisations. Rien n'a été fait.

Seule solution envisagée en catastrophe par la ministre des DOM, faire venir un cargo tanker chargé d'eau... mais que les canalisations du

pays sous dimensionnées sont incapables d'absorber !

Quelle provocation, quelle déclaration insultante fera éclater la colère de la population. Si cette colère s'exprimait massivement, elle pourrait obliger tous les nantis à dégager les moyens nécessaires pour fournir à la population mahoraise l'eau dont elle a besoin

Mayotte : deux mois de grève chez Ballou

Depuis le 6 décembre 2016, les employés de Ballou, la plus ancienne quincaillerie de Mayotte, sont en grève pour l'augmentation de leurs salaires, pour le 13^{ème} mois, le paiement des heures supplémentaires, les tickets restaurants, une prime de fin d'année. Ils veulent aussi que leurs patrons cessent de les injurier au travail, les rabaisse par des propos racistes.

Malgré les demandes de conciliation devant l'Inspection du

Travail, les grévistes n'ont toujours pas eu gain de cause sur leurs revendications salariales. Leurs patrons, deux frères, ont répliqué début février en menaçant 12 d'entre eux de licenciements. Ils menacent à présent de fermer l'entreprise en la plaçant en liquidation judiciaire et d'en ouvrir une autre dans laquelle ils seraient libres d'embaucher de nouveaux employés, surtout pas les grévistes.

Ces derniers ont répondu avec le soutien de leurs syndicats en rendant publics les comptes de l'entreprise : leurs deux patrons se sont partagés l'an dernier la somme rondelette de 200 000 euros quand la masse salariale des 51 salariés n'atteignait que 700 000 euros. Une entreprise aux reins solides donc qui a largement les moyens de répondre aux revendications des travailleurs.

États-Unis : Wall Street choyé par Trump

Donald Trump a signé le 3 février deux décrets présidentiels visant à détricoter la loi Dodd-Frank, censée introduire un peu de régulation dans la jungle de la finance. En 2010, pour conjurer le risque d'un krach financier comme celui de 2008, l'État américain alors présidé par Obama avait, tout en renflouant les banques avec de l'argent public, laborieusement mis au point cette loi Dodd-Frank. Sept ans plus tard, et alors que les 2 300 pages de textes législatifs ne sont pas encore entièrement entrées en application, Trump veut les défaire.

Nul ne sait si la loi Dodd-Frank, même complétée, empêcherait un nouveau krach financier. Mais Trump et ses amis banquiers, dont d'anciens dirigeants de Goldman Sachs à qui il a offert des postes gouvernementaux de premier plan, ne veulent rien qui puisse freiner l'avidité de profit de la finance.

La loi Dodd-Frank n'a pourtant pas empêché la sphère financière de croître et Wall Street de nager dans les milliards. Au cours du dernier trimestre de 2016, Goldman Sachs a réalisé 2,15 milliards de dollars de bénéfices, Citigroup 3,57 milliards, Morgan

Stanley 1,51 milliard et JP Morgan Chase 6,73 milliards. Mais même ce peu de réglementation est encore de trop.

Le temps où le candidat Trump pourfendait la finance, en discours uniquement, est passé. Installé à la Maison-Blanche, il ne veut plus penser aux bulles spéculatives et à leur potentiel destructeur. Lui et ses soutiens veulent pouvoir s'enrichir au plus vite, même si cela met en danger leur système.

Trump : provocateur xénophobe

À peine investi, Trump a signé toute une série de décrets provocants, dont celui intitulé « *protéger la nation contre l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis* », qui interdit pendant trois mois l'entrée du pays à tous les ressortissants de sept pays musulmans, Irak, Iran, Lybie, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen. Il suspend aussi pendant quatre mois le programme d'accueil des réfugiés de toutes nationalités, à l'exception de chrétiens persécutés. L'application de ces décrets a été immédiate, et des centaines de personnes se sont retrouvées bloquées dans bien des aéroports du monde, empêchées d'embarquer.

Ces mesures absurdes et inhumaines ont suscité l'indignation de milliers de personnes qui ont manifesté dans les aéroports. Des avocats se sont



immédiatement portés au secours de personnes arrêtées et ont attaqué en justice le décret présidentiel. Il est réconfortant de voir que cette

démagogie révoltante se heurte à une forte résistance et engendre des manifestations comme on n'en avait pas vu depuis longtemps.

Gambie : les méfaits de la dictature et du colonialisme

En Gambie, le dictateur Yahia Jammeh a été renversé par l'intervention des troupes sénégalaises et nigérianes, et remplacé par Adama Barrow. Celui-ci avait été élu lors des élections présidentielles du 1^{er} décembre 2016, mais Jammeh s'accrochait au pouvoir et refusait de partir.

Yahia Jammeh était un dictateur doublé d'un islamiste qui ne tolérait ni presse libre ni syndicats et faisait fusiller les opposants. Son successeur Adama Barrow est un riche promoteur

immobilier porté sur le devant de la scène après l'emprisonnement du leader du principal parti d'opposition. Le soutien des armées sénégalaise et nigériane n'est certainement pas un gage de démocratie.

L'existence même de la Gambie est un héritage caricatural de la colonisation. C'est une mince bande de terre de 48 km de large au maximum autour du fleuve Gambie, complètement enclavée dans le Sénégal. Le pays ne doit son indépendance qu'au fait qu'il s'agit

d'une ancienne colonie anglaise située au milieu de la colonie française qu'était le Sénégal.

Cette frontière entre deux pays dont les populations sont intimement liées est un facteur de souffrance pour les habitants, et constitue une aubaine pour chacun des deux États pour racketter la population. En Gambie comme dans toute l'Afrique, les séquelles du colonialisme s'ajoutent aux méfaits des dictateurs et des parasites locaux pour opprimer les peuples.

La campagne de Nathalie Arthaud : il ne faut pas se taire

L'odeur tenace de pourriture qui émane des milieux politiques écœure bien des travailleurs, au point que certains envisagent de ne pas se déplacer le jour du vote.

Mais s'abstenir ne permet pas de clamer sa colère. S'abstenir revient à se taire, sans se distinguer de tous ceux qui pensent qu'on n'y peut rien, que «

ça a toujours été comme ça » et que cela continuera.

Alors, il faut profiter de cette élection pour exprimer son dégoût et sa colère contre l'ordre des choses actuel. Il faut aussi s'en saisir pour dire qu'un autre monde est possible, une autre organisation sociale, où les besoins de tous seront satisfaits, en lieu et place

des profits de quelques capitalistes. Il faut dire que, pour cela, il faudra exproprier la bourgeoisie, réquisitionner les grandes entreprises et que seul un mouvement puissant de l'ensemble des travailleurs pourra y parvenir. Ce sera le sens de chaque bulletin de vote Nathalie Arthaud glissé dans l'urne.



commons.wikimedia.org

**Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :**
<http://www.nathaliearthaud.info>

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 19 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 25 FÉVRIER de 7H30 à 9H00**

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 11 MARS de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 17 MARS de 8H30 à 10H00**

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : demande en cours